

Les diplomates européens en viennent à se demander s’ils peuvent parler librement en présence d’homologues hongrois

A Bruxelles, la Hongrie soupçonnée d’espionnage

Grandes oreilles

La diplomatie hongroise aurait régulièrement tenu le Kremlin informé de débats se tenant normalement à huis clos à la table des Vingt-Sept, selon des révélations du *Washington Post*. Mis en cause, le ministre des Affaires étrangères de Viktor Orban, Peter Szijjarto, a dénoncé des « fake news » avant de reconnaître partiellement les faits.

Simon Carraud (à Bruxelles)

IL EST DE NOTORIÉTÉ PUBLIQUE que Viktor Orban soigne ses relations avec la Russie, y compris depuis le début de la guerre en Ukraine, en 2022. Ces accointances vont beaucoup plus loin que le gouvernement hongrois ne le laissait jusque-là entendre, selon des révélations diplomatiquement explosives du *Washington Post*, publiées samedi. Des années durant, le ministre des Affaires étrangères hongrois, Peter Szijjarto, aurait tenu son homologue russe, Sergueï Lavrov, informé des débats à huis clos avec ses partenaires, écrit le quotidien américain, qui cite un responsable européen spécialiste des questions de sécurité.

Les échanges téléphoniques auraient eu lieu pratiquement en direct, lors d’interruptions de séance. « Moscou était tout bonnement autour de la table de toutes les réunions européennes durant des années », selon ce responsable. Si les faits sont avérés, ils sont dévastateurs pour la confiance qui est censée régner entre Européens à Bruxelles. Sans être une obligation légale, la confidentialité des échanges est un principe cardinal lors de certaines réunions au niveau des ambassadeurs, des ministres ou des chefs d’Etat et de gouvernement. Quand les dossiers sont particulièrement sensibles, il arrive même que les téléphones portables soient proscrits et les conseillers priés de rester à la porte.

Formats plus restreints. Budapest a dans un premier temps démenti les informations du *Washington Post*, qualifiées de « fake news » par Peter Szijjarto, l’un des hommes les plus influents dans l’entourage de Viktor Orban. Le parti au pouvoir, le Fidesz, a tenté de retourner les soupçons à son profit en accusant un journaliste d’investigation hongrois d’avoir mis le ministre sur écoute. Le scandale a en effet émergé en pleine campagne des élections législatives, qui auront lieu le 12 avril. Un scrutin sous haute tension compte tenu du faible écart dans les sondages entre le Fidesz et son concurrent, Tisza.

Le chef de la diplomatie a néanmoins reconnu partiellement les faits. Non content d’échanger avec Sergueï Lavrov, il communique aussi avec ses homologues américain, israélien, turc ou serbe avant et après ses rendez-vous à Bruxelles. « La diplomatie consiste à parler aux dirigeants d’autres pays », a-t-il benoîtement minimisé lundi soir devant des partisans.

La Commission européenne a jugé les soupçons pesant sur la Hongrie d’« extrêmement préoccupants » et a réclamé des éclaircissements à Budapest. Certains diplomates et dirigeants ont cependant levé un sourcil circonspect en lisant ces révélations. Que la Hongrie, notoirement alignée sur certains intérêts de la Russie, partage des informations avec le Kremlin « ne doit surprendre personne », a réagi sur X le Premier ministre polonais, Donald Tusk, qui entretient de longue date des relations déléteres avec Viktor Orban. Pour éviter les fuites, l’ex-président du Conseil européen dit s’astreindre à une stricte discipline personnelle : « Je prends la parole seulement quand c’est strictement nécessaire et je me contente de dire le nécessaire. » « Quand on est formé à la diplomatie, on sait très bien que ce genre de choses peuvent arriver », abonde un ex-ministre français, qui a participé à un grand nombre de réunions à Bruxelles.

Des ambassadeurs se retrouvent en Mais l’ampleur et la fréquence des contacts vont au-delà des simples échanges d’amabilités. « Nous savons que l’équipe d’Orban a des liens étroits avec la Russie mais une telle intensité, c’est difficile à imaginer », s’indigne un haut diplomate étranger. A Bruxelles, les ambassadeurs, qui se réunissent au moins une fois par semaine, font déjà preuve de prudence, et pas seulement en raison de possibles tentatives d’espionnage. La course aux informations est un sport national dans la capitale de facto de l’Union européenne. Les hauts diplomates attendent souvent de se retrouver en formats plus restreints pour se livrer davantage. Selon une autre source de haut niveau, il arrive déjà que les diplomates bruxellois se donnent rendez-vous en petit comité pour discuter de sujets liés à l’Ukraine, aux



VIRGINIA MAYO/AP/SIPA PRESS

Peter Szijjarto, ministre hongrois des Affaires étrangères, au Conseil européen à Bruxelles, le 23 février.

sanctions contre la Russie ou à l’élargissement de l’Union européenne. « La méfiance est de mise » depuis le début de la guerre en Ukraine, ajoute-t-il.

La pratique est même en train de s’institutionnaliser. « La coalition des volontaires d’Emmanuel Macron [en soutien à l’Ukraine] est née de ce même besoin, celui de réunir autour d’une même table les pays partageant les mêmes idées », selon ce même diplomate. Un format sans la Hongrie, ni la Slovaquie de Robert Fico, qui emprunte la même voie que Viktor Orban, de façon pour l’instant moins tapageuse.

@SimonCrrd

Tribune

« Maîtriser notre capital : la mère des batailles pour notre souveraineté »



Par Grégoire Sentilhes, président et fondateur de NextStage AM

L’Europe vit aujourd’hui un moment de vérité qui rappelle tragiquement le destin des Mayas face aux conquistadors. Nous sommes assis sur des richesses immenses, mais nous nous laissons piller, faute de comprendre que la puissance ne réside pas dans la possession passive de l’or, mais dans sa maîtrise stratégique.

Temps long. Le récent rapport Draghi a jeté une lumière crue sur notre naïveté : chaque année, près de 500 milliards d’euros d’épargne quittent le Vieux Continent, majoritairement pour financer l’économie américaine. C’est un suicide économique assisté. Nous, Européens, finançons avec

L’eurodéputée Marie-Agnes Strack-Zimmermann se propose de reprendre la tête du FDP qui traverse une crise profonde

Les libéraux allemands vont changer d’équipe dirigeante

Berezina

Le patron des libéraux allemands FDP Christian Dürr a remis sa démission lundi. Déjà absent de la scène nationale depuis les dernières législatives, **le FDP a essuyé deux revers cuisants lors de scrutins régionaux ce mois-ci**. Une élection interne aura lieu en mai, à laquelle Christian Dürr compte, à ce stade, malgré tout se présenter.

Luc André (à Berlin)

LUNDI APRÈS-MIDI, le couperet est tombé : la direction nationale du FDP autour de Christian Dürr a annoncé sa démission et l’organisation d’une élection lors du congrès fin mai. Arrivé à la tête des libéraux allemands suite à la défaite aux législatives anticipées de 2025, où le parti n’a obtenu aucun siège, l’ancien député n’a pas réussi à faire rebondir le parti.

L’impopularité tenace de la formation, découlant du rôle du FDP dans l’explosion de la coalition feu tricolore du chancelier Olaf Scholz, s’est manifestée lors des deux scrutins régionaux du mois de mars, organisés dans deux Länder clés pour les libéraux. Dimanche, le FDP, associé au gouvernement local sortant, n’a recueilli que 2,1% des suffrages en Rhénanie-Palatinat, bien en deçà du seuil de 5% des voix pour obtenir des sièges.

Deux semaines auparavant, les libéraux avaient manqué le coche également dans la région industrielle voisine du Bade-Wurtemberg (4,4%), considéré comme le berceau du FDP. Les libéraux y organisent chaque année le 6 janvier un grand raout dans la salle de l’opéra de Stuttgart. Le FDP n’est désormais membre que d’une seule coalition au niveau des Länder, en Saxe-Anhalt appelé aux urnes en septembre. Et une nouvelle débâcle se profile dans cette région d’Allemagne de l’est convoitée par l’extrême droite. Le FDP est pour l’instant crédité de 2% des voix.

Christian Dürr se voit reprocher son invisibilité dans le débat public et ses choix thématiques. « Je trouve la ligne actuelle libertaire hautement questionnable. Nous sommes entrés au gouvernement fédéral en 2021 avec

une approche beaucoup plus large du libéralisme », a considéré avant le scrutin de dimanche dernier Volker Wissing, ex-ministre fédéral des Transports ayant claqué la porte du FDP en réaction du départ des libéraux du gouvernement.

Christian Dürr, épaulé par l’entrepreneuse Nicole Büttner, ont misé sur le slogan « centre radical » pour relancer le parti. « Radical signifie toujours ne pas être prêt au compromis. Nous avons déjà trébuché là-dessus lors de la dernière législature au Bundestag », a pointé l’eurodéputé Marie-Agnes Strack-Zimmermann dans la presse allemande.

Légitimité. Rare visage libéral encore connu au niveau national, cette dernière est candidate à la direction du FDP. La sexagénaire rhénane, ancienne présidente de la commission de la Défense du Bundestag, tient sa notoriété de ses critiques virulentes contre le soutien timide du chancelier Scholz à l’Ukraine. Classée parmi l’aile progressiste du parti, Marie-Agnes Strack-Zimmermann n’est toutefois volontaire que pour une direction en duo, solution très répandue outre-Rhin dans les partis politiques.

Une modification des statuts en ce sens était déjà dans les tuyaux pour le congrès de mai. Le principal pressenti pour cette seconde figure est Henning Höne, 39 ans, chef de file des libéraux en Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW). Le parti dispose d’une assise traditionnelle dans la région la plus peuplée d’Allemagne. Prendre les commandes du FDP pourrait appuyer sa campagne pour le scrutin organisé en NRW début 2027. Un tel choix rappellerait la précédente traversée du désert du FDP entre 2013 et 2017 : Christian Lindner s’était appuyé sur ce Land pour ramener les libéraux au niveau fédéral. M. Höne, actuel vice-président du FDP, ne s’est pour l’instant pas exprimé publiquement.

Malgré sa démission, Christian Dürr ne lâche pas l’affaire. L’Allemand du Nord voit dans le congrès de mai l’opportunité de faire renouveler sa légitimité. Il a déjà annoncé sa candidature pour se maintenir à la tête du FDP.

notre propre argent la croissance des géants technologiques qui viennent ensuite nous vassaliser.

La France possède pourtant la troisième épargne la plus importante au monde. C’est un trésor de guerre colossal. Mais que fait cet argent ? Il dort sur des comptes courants ou fuit vers des actifs étrangers. Cette épargne traduit une peur de l’avenir alors qu’elle devrait être le carburant exclusif de notre puissance industrielle.

La souveraineté économique n’est pas une incantation politique ; c’est une mécanique financière. Si les Etats-Unis dominent le monde technologique aujourd’hui, s’ils ont fait émerger des titans comme Nvidia ou les Gafam, c’est parce qu’ils ont compris il y a trente ans une règle simple : il n’y a pas de champions industriels sans capital patient. Ils ont massivement fléchi leur épargne longue vers leurs entreprises.

A l’inverse, l’Europe souffre d’une schizophrénie coupable. Nous avons les ingénieurs, nous avons les entrepreneurs, mais nous refusons de leur donner les munitions financières pour conquérir le monde. Résultat : nous regardons passer les trains de l’innovation, tout en payant le billet de ceux qui sont à bord.

Pour reprendre le contrôle, il faut changer de paradigme et adopter le temps long. La dictature de la liquidité immédiate

« Le capital-investissement en Europe surperforme son homologue américain (hors capital-risque pur). Nous savons créer de la valeur. Nous sommes simplement incapables de nous faire confiance. Nous préférons acheter de la dette américaine plutôt que d’investir dans nos propres réussites »

est l’ennemie de la souveraineté. On ne construit pas un leader mondial en trois ans. C’est ici que la notion de capital permanent (« Evergreen »), inspirée par la vision industrielle de Warren Buffett, devient une arme stratégique.

Contrairement aux fonds classiques qui doivent vendre (et souvent vendre à des étrangers) leurs participations tous les cinq ans pour rendre l’argent, l’approche de long terme permet d’accompagner les entreprises sur dix, quinze ans.

« Pillage » consenti. C’est ce temps qui permet de transformer une PME prometteuse en ETI conquérante. La souveraineté, c’est la capacité de garder nos pépites le temps qu’elles deviennent des géants, plutôt que de les vendre prématurément au plus offrant américain ou chinois.

Le plus révoltant dans ce « pillage » consenti, c’est qu’il est économiquement injustifié. Les investisseurs américains, eux, ne s’y trompent pas. Quand Blackstone décide d’investir massivement en Europe, c’est un signal fort. Ils voient ce que nous refusons de voir : les actifs américains sont survalorisés, tandis que le tissu entrepreneurial européen regorge d’opportunités à des prix attractifs.

Les chiffres sont têtus : le capital-investissement en Europe surperforme son homologue américain (hors capital-risque pur). Nous savons créer de la valeur. Nous sommes simplement incapables de nous faire confiance. Nous préférons acheter de la dette américaine plutôt que d’investir dans nos propres réussites.

La Loi Industrie Verte a posé les premiers jalons d’une démocratisation de l’accès au capital-investissement pour les particuliers. C’est un début, mais l’urgence commande d’accélérer. L’Union des marchés de capitaux doit impérativement servir à mobiliser cette épargne dormante.

Ne nous leurrons pas : la bataille de la souveraineté technologique, énergétique et industrielle se joue maintenant. Chaque milliard d’épargne qui part outre-Atlantique est un clou de plus dans le cercueil de notre indépendance.

Nous ne sommes pas obligés de subir. Nous avons l’épargne la plus abondante, les talents les plus créatifs et un marché continental. Il ne nous manque que le courage d’orienter nos propres flux financiers vers notre propre économie. La maîtrise du capital est le véritable nerf de la souveraineté. Si nous ne l’activons pas, nous resterons une colonie numérique riche, mais soumise. Réveillons-nous.